

INTERVENTION AU « JEUDI DE L'IMA » DU 3 JANVIER 2019

Jean-Pierre Filiu

Professeur en histoire du Moyen-Orient contemporain

Auteur de « Main basse sur Israël » (La Découverte, 2019)

Je tiens d'abord à remercier l'Institut du Monde arabe pour m'avoir invité, mais surtout pour avoir organisé ce soir un débat sur le devenir d'Israël, ce qui est une preuve supplémentaire de l'esprit de dialogue qui prévaut dans cette institution. Je présente à cette occasion un livre qui est le fruit d'un long processus de recherche, d'analyse et de réflexion. J'ai eu d'autant plus de plaisir à écrire ce livre que l'histoire d'Israël est extraordinaire et l'histoire du sionisme fascinante. Et je voudrais dédier mon intervention de ce soir à Amos Oz, l'immense écrivain israélien, récemment disparu. Le président de l'Etat d'Israël, Reuven Rivlin, a qualifié Amos Oz de « géant de la littérature ». Le Premier ministre Benyamin Netanyahou a accompagné son hommage à Oz d'un rappel de leurs profonds différends politiques. C'est plus fort que lui : « Bibi », ainsi que le désignent avec chaleur ses partisans, a toujours besoin de parler de lui-même, y compris lors de la disparition d'Amos Oz. Rassurons-le, on parlera beaucoup de lui ce soir, mais moins pour personnaliser ce débat que pour utiliser l'impressionnant parcours de Netanyahou comme fil rouge d'une interrogation plus large sur l'Etat d'Israël.

Amos Oz, né en 1939 à Jérusalem, raconte son enfance dans une famille acquise au sionisme dit révisionniste, dont l'idéologue en chef, Zeev Jabotinsky, est jusqu'à sa mort en 1940 demeuré le rival acharné de David Ben Gourion, le chef du sionisme travailliste, très majoritaire dans la communauté juive de Palestine. Oz se décrit, enfant, jouant avec les soldats britanniques du mandat finissant, acceptant même leurs cadeaux, avant de les insulter au nom de « Gestapo. C'était le côté idéologique, car alors, comme aujourd'hui, on comparait tout ce qui n'était pas bien aux nazis. Il y avait déjà une forte inflation de nazis à cette époque-là. Je m'imagine qu'ils étaient terriblement froissés. Il y en avait parmi eux qui s'étaient battus contre les nazis, avaient perdu leurs camarades au combat ». Amos Oz n'a aucune indulgence d'adulte envers ses égarements d'enfant, il les rapporte avec sincérité et humilité. Est-il besoin de rappeler qu'il fut jusqu'à sa mort une des figures les plus respectées du camp de la paix israélien, plaidant avec constance en faveur de l'établissement d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël ?

Benyamin Netanyahou, né dix ans après Oz, lui aussi à Jérusalem, a également été biberonné par son père Benzion, un collaborateur tardif de Jabotinsky, au révisionnisme le plus intransigent. Entré dans la carrière politique à l'âge adulte, « Bibi » n'hésitera jamais à comparer ses adversaires aux nazis pour mieux les discréditer. Il assimile ainsi dès 1993 le droit à l'autodétermination du peuple palestinien aux manœuvres nazies pour démanteler en 1938 la Tchécoslovaquie. Berlin avait alors mis en avant la minorité allemande des Sudètes, où un parti pronazi réclamait le rattachement au Troisième Reich. « Les régimes arabes se sont dès lors lancés dans une campagne pour persuader l'Occident que les habitants arabes de ces montagnes, tout comme les Allemands des Sudètes, sont un peuple séparé qui mérite le droit à l'autodétermination. (...) Que les Arabes se soient inspirés directement des nazis, comme trop souvent pour lutter contre Israël, n'est pas surprenant ». On voit mal quels seraient les Etats arabes intéressés à

l'absorption de ces Palestiniens/Sudètes. De toutes façons, l'outrance du propos conduit à l'isolement complet de Netanyahou sur une telle argumentation, qu'il n'a plus jamais reprise au cours des 25 dernières années.

Bien plus lourde de conséquences est la caricature d'Itzhak Rabin en officier SS, caricature qui se répand après la signature de l'accord de paix dit d'Oslo avec Yasser Arafat en 1993 (le centre Rabin de Tel-Aviv expose une de ses caricatures, grandeur nature). Certes, Netanyahou, chef de l'opposition du Likoud au gouvernement travailliste, n'endosse jamais directement de telles infamies. Mais il chauffe à blanc ses partisans contre Rabin, lors d'un meeting d'octobre 1995 à Jérusalem, où le Premier ministre est précisément caricaturé en officier nazi. Un mois plus tard, Rabin est assassiné par un terroriste juif acquis aux thèses de l'extrême-droite annexionniste. Leah Rabin, la veuve du Premier ministre, accuse publiquement Netanyahou d'avoir alimenté le climat incendiaire qui a favorisé le meurtre de son mari. Le cinéaste Amos Gitai, dans un documentaire poignant, sorti à Tel-Aviv le jour du vingtième anniversaire de l'assassinat de Rabin, présente des documents accablants sur la responsabilité de Netanyahou dans la montée de la haine anti-Rabin. Je note d'ailleurs que Gitai, invité à l'automne dernier pour une série de conférences au Collège de France, a explicitement exclu que l'ambassadrice d'Israël assiste à sa leçon inaugurale. Il refusait ainsi « *d'adhérer à la façon musclée dont ces gens gèrent le pays et gèrent leurs affaires avec le reste du monde* ». Si Gitai, un des plus grands, si ce n'est le plus grand cinéaste israélien vivant, parle ainsi de l'ambassadrice d'Israël, je vous laisse juge de la légitimité de cette ambassadrice à intervenir dans le débat d'idées en France, y compris dans le débat d'idées concernant Israël.

Mais revenons à Netanyahou. Je consacre un chapitre de mon livre à « *Bibi l'Américain* ». Netanyahou, pourtant né en Israël, effectue une bonne partie de sa scolarité primaire et secondaire dans une banlieue de Philadelphie. En 1972, après cinq années dans les forces spéciales israéliennes, il choisit de mener ses études, non pas en Israël, mais au prestigieux MIT de Boston. Il travaille de 1976 à 1978 au Boston Consulting Group avant de revenir en Israël, à près de trente ans. Ce n'est qu'en 1982 qu'il abandonne sa nationalité américaine, obligé qu'il est d'accomplir un tel geste pour intégrer, comme numéro deux, l'ambassade israélienne à Washington. Cette nomination très politique suscite un tollé au sein des diplomates de carrière, d'autant plus qu'elle est suivie de la promotion de « Bibi » comme ambassadeur d'Israël à l'ONU, de 1984 à 1988. Lorsque Netanyahou revient en Israël pour s'engager au sein du Likoud et y décrocher son premier siège de député, il a vécu, à quarante ans, la moitié de son existence aux Etats-Unis. Il va d'ailleurs contribuer à une « américanisation » spectaculaire de la politique israélienne, avec un accent mis sur la forme de la « communication » plutôt que sur le fond du message. Cette américanisation s'accompagne de l'engagement financier à ses côtés de généreux mécènes d'outre-Atlantique, les milliardaires Ronald Lauder, puis Sheldon Adelson, deux piliers du Parti républicain aux Etats-Unis.

Cette alliance entre la droite dure aux Etats-Unis et en Israël, scellée par de tels transferts financiers, s'accompagne d'un pari précoce de « Bibi l'Américain » sur les « sionistes chrétiens ». Les milieux évangéliques ainsi dénommés considèrent que le « retour » du peuple d'Israël sur sa terre participe de l'accomplissement des prophéties. Leurs prêcheurs les plus médiatiques ont d'autant plus facilement été taxés d'antisémitisme qu'ils déniaient aux Juifs tout espoir de salut hors du Christ. Cela importe peu à Netanyahou : lors de son premier passage à la tête du gouvernement, de 1996 à

1999, mais surtout depuis son retour comme Premier ministre en 2009, il s'appuie sur le soutien inconditionnel des évangéliques américains, alors même que leurs compatriotes juifs ont voté à 80% pour Barack Obama en 2008. La véritable campagne que « Bibi » mène contre Obama, d'abord pour neutraliser toute relance du processus de paix, puis pour contrer l'accord sur le nucléaire iranien, déchire la communauté juive américaine, alors que les évangéliques, crédités du cinquième de l'électorat, restent soudés dans une mobilisation finalement couronnée de succès avec l'élection, en 2016, de Donald Trump.

Le contraste entre la jubilation de Netanyahu, lors de la victoire de Trump, et l'angoisse des Juifs américains, face à la montée d'un antisémitisme inédit aux Etats-Unis, est frappant. Le malaise s'aggrave avec le refus par « Bibi » d'entériner un compromis sur le Mur des Lamentations, qui reste sous le contrôle exclusif du rabbinat ultra-orthodoxe, une obédience dans laquelle seuls 10% des Juifs américains se reconnaissent. Netanyahu fait aussi voter une loi octroyant au même rabbinat ultra-orthodoxe le monopole des conversions, ce qui risque d'invalider en Israël une bonne partie des conversions au judaïsme outre-Atlantique. Ronald Lauder, président du Congrès juif mondial depuis 2007, et longtemps ferme soutien de Netanyahu, accuse celui-ci de contribuer à « *la désaffection croissante de la diaspora juive* », car « *la plupart des Juifs hors d'Israël ne sont pas acceptés par les ultra-orthodoxes d'Israël qui contrôlent la vie religieuse et les lieux saints de l'Etat* » et « *sont perturbés par l'impression qu'Israël est en train d'abandonner la vision humaniste de Theodor Herzl et d'adopter une personnalité en contradiction avec ses propres valeurs fondatrices et avec l'esprit du XXIème siècle* ».

Le divorce entre Netanyahu et la diaspora est consommé, en juin 2018, lorsque l'Agence juive nomme à sa tête Yitzhak Herzog, le chef même de l'opposition à « Bibi ». Celui-ci, ulcéré, riposte en supprimant le portefeuille de l'Immigration et de l'Intégration (des immigrés), le rattachant par intérim au ministère du Tourisme. Netanyahu est un invité d'honneur de l'investiture du président Bolsonaro, ce 1^{er} janvier 2019 à Brasilia, malgré l'inquiétude palpable de la communauté juive brésilienne face à un tel champion de l'extrême-droite, soutenu comme Trump par les réseaux évangéliques. Le pari stratégique de « Bibi » sur les évangéliques plutôt que sur la diaspora est déjà l'objet de débats très vifs en Israël et aux Etats-Unis. J'espère que ce débat nécessaire et citoyen va enfin se développer en France. Je m'efforce pour ma part de le nourrir dans mon livre de manière argumentée, documentée et sereine. Permettez-moi dès lors en conclusion de formuler le vœu que le débat sur ces questions fondamentales soit aussi ouvert en France qu'en Israël.